

Parade nuptiale entre Verhofstadt et Macron

LE RÉSUMÉ

Le président français Emmanuel Macron veut réitérer la victoire d'En Marche lors des élections européennes.

La voie la plus logique est une alliance au Parlement européen entre son mouvement et les libéraux, que d'autres députés viendraient rejoindre.

Guy Verhofstadt, le président de l'ADLE, n'a jamais fait mystère de son soutien à Emmanuel Macron. Mais pour l'instant, rien n'est officiel. Et «Jupiter» garde le silence.

VINCENT GEORIS

«Stratégie, silence, surprise». Toute la science du général vietnamien Vo Nguyen Giap, le seul au monde à avoir battu l'armée américaine, tenait en ces trois mots. Pour les mêmes raisons d'efficacité, le président français Emmanuel Macron entretient le mystère sur la composition de son futur groupe politique européen.

M. Macron est en visite ce mardi au Parlement européen. Au passage, il devrait inaugurer la Grande Marche de l'Europe, un événement rappelant la création d'En Marche un an avant les présidentielles françaises. Au-delà de ce geste symbo-

lique, on ne sait pas grand-chose sur ses plans européens.

Pourtant, l'horloge tourne. Dans un an, plus de quatre cents millions d'Européens iront aux urnes. Le Royaume-Uni sera parti. Le paysage politique sera recomposé.

La montée des populistes et de l'extrême droite pourrait fragmenter le PPE, la plus grande famille politique européenne. Les socialistes, à bout de souffle, s'érodent. Les Verts allemands sont en panne...

Un boulevard s'ouvre à une nouvelle formation unissant Macron et les libéraux. Mais dans les coulisses du Parlement, l'alliance potentielle suscite plus les questions qu'elle n'avance réellement.

Le silence de «Jupiter» agacerait Guy Verhofstadt. Même s'il ne s'est pas encore prononcé pour cette union, le président de l'ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe), un groupe fort de 68 élus, attend que Macron ouvre le jeu.

Guy Verhofstadt était un des premiers à soutenir Macron. Ce soutien a perduré. Lors du lancement de la Grande Marche pour l'Europe à Bruxelles, il était présent à la réception à Ixelles, même s'il dû attendre le représentant d'En Marche pendant près d'une heure.

Mercredi dernier, l'ancien Premier ministre belge devait se rendre à l'Élysée, à la rencontre d'Emmanuel Macron, mais la situation en Syrie a empêché l'entrevue. Les deux hommes se verront ce mardi à Strasbourg, après la prise de parole du président français devant les députés

européens.

Le timing est bon. Les Libéraux sont en forme en Europe. Ils comptent des jeunes Premiers ministres dans plusieurs pays européens, comme Charles Michel, le Luxembourgeois Xavier Bettel, le Néerlandais Mark Rutte. Tous affichent leur complicité avec Macron. «Les programmes d'Emmanuel Macron et des libéraux européens sont très proches, c'est l'alliance la plus naturelle», dit une source.

Le parti de Macron présiderait le groupe

Tout est en place pour avancer. Mais que veut Emmanuel Macron? Son parti et les deux autres composant l'ADLE, les libéraux et les démocrates, pourraient constituer un nouveau groupe. Le jeune président

pourrait amener 25 élus français lors des prochaines européennes.

Les Espagnols de Ciudadanos pourraient aussi être de l'aventure et apporter entre 15 et 20 élus. «L'ADLE changerait de nom, le projet serait renouvelé», dit une source, «avec son poids, En Marche pourrait prétendre à la présidence du groupe». Guy Verhofstadt, dans ce scénario, quitterait cette présidence, en échange d'une autre fonction. C'est là que les choses se corsent pour le Grand Bleu. Mais il est trop tôt pour spéculer.

Le nouveau groupe pourrait être fort d'une centaine de députés. Pas de quoi supplanter le PPE, mais ce serait suffisant pour donner bien plus de poids aux libéraux au sein de l'Union européenne.

Emmanuel Macron cache ses cartes car les résistances sont nombreuses au sein des autres partis. Le Parlement européen n'est pas l'Assemblée nationale française de 2017. «Macron ne veut pas révéler ses plans, sans quoi il se ferait attaquer», dit un député.

L'échec des listes transnationales, des candidats se présentant dans plusieurs pays, a conduit Emmanuel Macron à revoir ses ambitions à la baisse. Il doit conclure des alliances.

Son bras droit à l'Europe, Piëyre-Alexandre Anglade, élu à l'Assemblée nationale pour le Benelux et ancien assistant au sein de l'ADLE, est occupé à recruter des soutiens pour ce futur «En Marche» européen. Fin stratège, il cherche tous azimuts.

En Italie, des discussions sont en cours avec le Parti démocrate (centre gauche) et le Mouvement 5 Étoiles (populiste). «Ce sera avec un des deux, ces deux partis étant antinomiques», dit une source. Aux Pays-Bas, le D66 (libéralisme social) serait tenté par l'aventure. Des petits partis des pays de l'Est sont attirés.

Au sein du PPE, quelques élus pourraient succomber au chant des sirènes. Claude Rolin (cdH) pourrait être de la partie, l'ancien syndicaliste n'a jamais fait mystère de sa lassitude du PPE, de plus en plus déchiré par sa droite radicale.

Des socialistes pourraient aussi migrer vers le mouvement de Macron, leur groupe, le S&D n'est pas au mieux de sa forme.

Tout dépendra de la réussite du mouvement Diem25 de Yannis Varoufakis, susceptible de porter un coup à S&D.